

# BREF

## ILE-DE-FRANCE

Bulletin trimestriel d'informations de la DIRECCTE sur le marché du travail

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi en Ile de France

Le marché du travail francilien a enregistré des évolutions contradictoires au 2<sup>e</sup> trimestre 2011.

L'emploi salarié marchand a continué sa progression au cours du trimestre, avec près de 21 000 créations d'emplois en trois mois (+0,5 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2011). Cette hausse est concentrée dans le secteur tertiaire (commerce et services). L'industrie et la construction sont restées stables et l'intérim a enregistré un léger recul.

Le taux de chômage francilien a diminué au 2<sup>e</sup> trimestre 2011, passant de 8,2 % à 8,1 % de la population active.

Malgré cela, le nombre d'inscrits à Pôle emploi a de nouveau augmenté au cours du trimestre. Cette hausse touche à la fois les demandeurs d'emploi sans aucune activité et ceux ayant une activité réduite. Elle s'observe dans la plupart des départements franciliens.

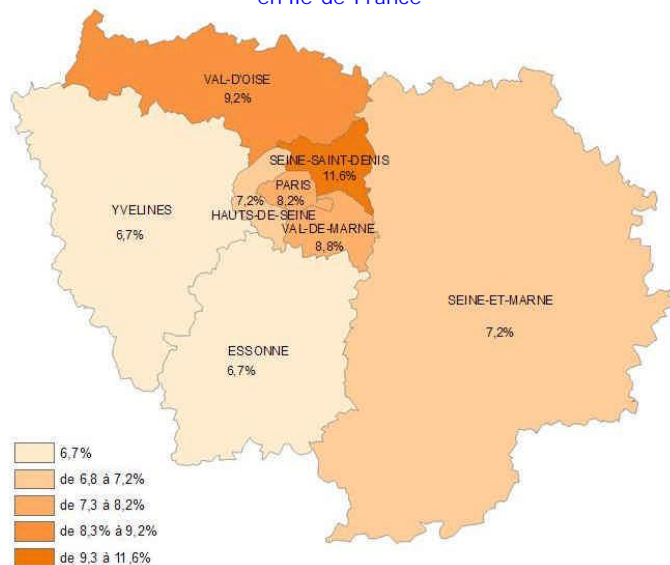
Le nombre de jeunes inscrits à Pôle emploi est reparti à la hausse et la demande d'emploi de longue durée a nettement augmenté.

Malgré le repli des flux d'inscriptions à Pôle emploi, les tensions sur le marché du travail francilien n'augmentent que lentement du fait d'une stagnation des offres enregistrées.

Les heures autorisées au titre de l'activité partielle ont un peu augmenté, mais restent à un très bas niveau par rapport aux chiffres de 2009 et des premiers mois de 2010.

Le nombre d'emplois menacés dans des procédures de licenciement collectif annoncées est assez faible et stable depuis un an.

Taux de chômage localisés par département au 2<sup>e</sup> trimestre 2011 en Ile-de-France



Source : INSEE

### LES CHIFFRES DE JUIN 2011 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.A) : 517 580

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 0,9 %

Evolution sur 1 an : + 2,2 %

Demandeurs d'emploi CVS en fin de trimestre (cat.ABC) : 730 360

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 1,1 %

Evolution sur 1 an : + 3,3 %

Taux de chômage localisé au 2<sup>e</sup> trimestre 2011 :

Ile-de-France : 8,1 %

France : 9,1 %

Emploi salarié marchand CVS en fin de trimestre : 4 069 900

Evolution sur 1 trimestre (CVS) : + 0,5 %

Evolution sur 1 an : + 1,4 %

### SOMMAIRE

|   |           |
|---|-----------|
| Les évolutions du marché du travail au 2 <sup>e</sup> trimestre 2011      | pages 2-3 |
| Les tensions sur le marché du travail au 2 <sup>e</sup> trimestre 2011    | page 4    |
| L'emploi salarié marchand au 2 <sup>e</sup> trimestre 2011                | page 5    |
| L'activité intérimaire au 2 <sup>e</sup> trimestre 2011                   | page 6    |
| L'activité partielle au 2 <sup>e</sup> trimestre 2011                     | page 7    |
| Les procédures de licenciement collectif au 2 <sup>e</sup> trimestre 2011 | page 8    |



PRÉFET  
DE LA RÉGION  
D'ILE-DE-FRANCE

**y Un taux de chômage francilien en léger recul**

Au deuxième trimestre 2011, le taux de chômage francilien s'est établi à 8,1 %\* de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre) selon les estimations de l'Insee, soit -0,1 point par rapport au trimestre précédent. En France métropolitaine, le taux de chômage a également diminué de 0,1 point, à 9,1 % de la population active. Il baisse dans tous les départements franciliens, à l'exception de la Seine-Saint-Denis.

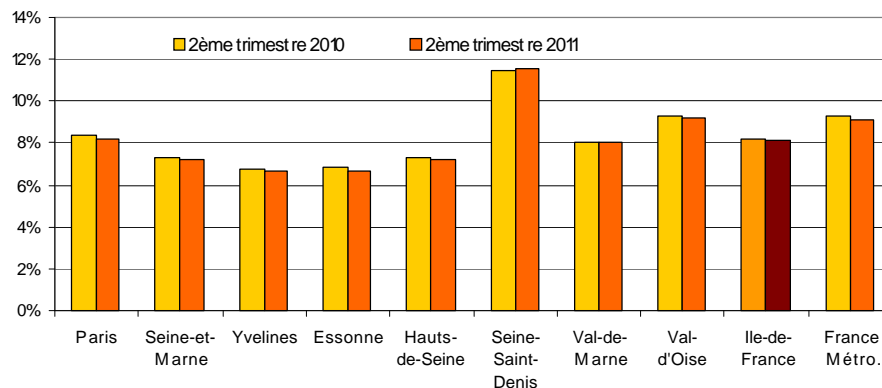
En rythme annuel, le taux de chômage francilien a peu varié. Il est en baisse de 0,1 point, contre -0,2 point en France métropolitaine. Il recule partout dans la région, sauf dans le Val-de-Marne, où il est resté stable.

L'Ile-de-France fait partie des régions où le taux de chômage a le moins reculé en un an, à égalité avec les régions du sud-ouest. Seules les régions du pourtour méditerranéen et le Limousin font moins bien. Cependant, depuis le début de la crise mi 2008, l'Ile-de-France a enregistré une des plus faibles progressions régionales de son taux de chômage.

Le taux de chômage est nettement supérieur à la moyenne régionale dans deux départements : la Seine-Saint-Denis (11,6 %) et le Val-d'Oise (9,2 %). Cet écart à la moyenne régionale s'est accentué depuis le début de la crise. A Paris, le taux de chômage est maintenant proche du niveau régional. Trois ans auparavant, il lui était supérieur de 0,5 point. Depuis 1982, le taux de chômage parisien n'avait jamais été aussi proche de celui de l'Ile-de-France.

\* L'INSEE a procédé à une révision de l'ensemble de sa série des taux de chômage localisés. Les taux présentés à partir de ce trimestre ne sont donc pas directement comparables aux valeurs qui étaient présentées auparavant.

Evolution du taux de chômage localisé en Ile-de-France entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2010 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2011



Source : INSEE

**y Une reprise de la hausse du nombre d'inscrits à Pôle emploi**

A la fin du mois de juin 2011, 517 580 personnes inscrites à Pôle emploi recherchaient un emploi à durée indéterminée ou non, à temps plein ou partiel, étaient immédiatement disponibles pour l'occuper et n'avaient pas travaillé, même une heure, au cours du mois (catégorie A, corrigée des variations saisonnières). Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite au cours du mois (catégorie BC), le nombre de demandeurs d'emploi immédiatement disponibles s'élevait à 730 360 fin juin. Ce niveau n'avait pas été atteint dans la région depuis octobre 2005.

La diminution du nombre d'inscrits à Pôle emploi observée au 1<sup>er</sup> trimestre ne s'est pas poursuivie au second. Le nombre d'inscrits à Pôle emploi a ainsi augmenté de 0,9 % en trois mois en catégorie A et de 1,1 % en catégorie ABC. La progression a cependant été un peu plus modérée dans la région qu'en France métropolitaine. A Paris et dans le

Val-d'Oise, l'évolution de la demande d'emploi de catégorie A reste néanmoins orientée à la baisse. Dans cette catégorie, les plus fortes hausses sont observées en Essonne et en Seine-et-Marne.

Si on inclut les demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite, les mêmes départements ont enregistré les progressions les plus importantes. Dans le Val-d'Oise, on observe une progression du nombre d'inscrits, l'activité réduite s'étant fortement développée dans ce département au cours des trois derniers mois.

Sur un an, La progression du nombre d'inscrits à Pôle emploi en catégorie ABC est légèrement inférieure à celle observée au niveau national. C'est en Seine-et-Marne que celle-ci est la plus forte (+5,4 %), suivie de la Seine-Saint-Denis (+5,1 %). L'augmentation annuelle est également importante en Essonne et dans le Val-de-Marne, supérieure à celle observée en France métropolitaine. Elle est la moins élevée de la région à Paris et dans les Hauts-de-Seine, (respectivement +1,2 % et +2,0 %).

| Demande d'emploi à la fin du mois de juin 2011                    | Paris          | Seine-et-Marne | Yvelines      | Essonne       | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne  | Val-d'Oise    | Ile-de-France  | France métropolitaine |
|---|----------------|----------------|---------------|---------------|----------------|-------------------|---------------|---------------|----------------|-----------------------|
| Taux de chômage en % (en moyenne sur le 2 <sup>e</sup> trimestre) | 8,2            | 7,2            | 6,7           | 6,7           | 7,2            | 11,6              | 8,0           | 9,2           | 8,1            | 9,1                   |
| Evolution trimestrielle (en points)                               | -0,1           | -0,1           | -0,1          | -0,1          | -0,1           | 0,0               | -0,1          | -0,1          | -0,1           | -0,1                  |
| <b>DEFM catégorie A (données CVS)</b>                             | <b>111 880</b> | <b>49 730</b>  | <b>48 750</b> | <b>42 980</b> | <b>62 700</b>  | <b>89 030</b>     | <b>56 700</b> | <b>55 810</b> | <b>517 580</b> | <b>2 720 400</b>      |
| Evolution sur 1 trimestre (% CVS)                                 | -0,3           | 2,5            | 1,0           | 2,6           | 0,7            | 1,6               | 1,2           | -0,3          | 0,9            | 1,5                   |
| Evolution sur 1 an ((% CVS)                                       | 0,0            | 3,4            | 1,3           | 2,1           | 0,8            | 5,0               | 4,3           | 1,5           | 2,2            | 1,5                   |
| <b>DEFM catégorie ABC (données CVS)</b>                           | <b>167 800</b> | <b>71 170</b>  | <b>68 790</b> | <b>60 910</b> | <b>87 390</b>  | <b>119 780</b>    | <b>77 590</b> | <b>76 930</b> | <b>730 360</b> | <b>4 103 700</b>      |
| Evolution sur 1 trimestre (% CVS)                                 | 0,0            | 2,6            | 0,9           | 2,7           | 0,7            | 1,8               | 1,0           | 0,9           | 1,1            | 1,4                   |
| Evolution sur 1 an (% CVS)  | 1,2            | 5,4            | 3,1           | 4,3           | 2,0            | 5,1               | 4,3           | 3,0           | 3,3            | 4,0                   |
| Part des femmes (% CVS)   | 48,6           | 49,8           | 49,1          | 48,9          | 49,1           | 46,9              | 48,5          | 48,6          | 48,5           | 48,6                  |
| Part des jeunes (% CVS)   | 5,6            | 16,1           | 12,2          | 13,9          | 8,1            | 11,2              | 11,2          | 13,4          | 10,6           | 15,3                  |
| Part des inscrits depuis plus d'un an (% CVS)                     | 45,0           | 32,9           | 34,9          | 31,3          | 37,7           | 38,0              | 36,2          | 36,8          | 37,9           | 38,0                  |

Sources : INSEE, DARES / Pôle emploi - calcul des CVS : DIRECCTE/SESE

**y Une hausse du nombre d'inscrits dans toutes les catégories**

La reprise de la hausse de la demande d'emploi francilienne s'est manifestée dans toutes les catégories. Après un recul au 1<sup>er</sup> trimestre, le nombre de jeunes a augmenté, dans la région comme dans le reste du pays. Il en est de même pour la classe d'âge intermédiaire. Le nombre de seniors, qui avait ralenti sa progression, est de nouveau en forte hausse.

L'augmentation du nombre d'hommes inscrits à Pôle emploi a annulé la baisse constatée le trimestre précédent dans la région. Le rythme de hausse est proche de celui observé au niveau national. La demande d'emploi des femmes a progressé à un rythme plus rapide que le trimestre précédent. Toutefois, cette croissance reste plus faible qu'en France métropolitaine.

En un an, le nombre de jeunes demandeurs d'emploi est en baisse dans la région comme en France métropolitaine. Mais l'augmentation du nombre de seniors est toujours supérieure à 10 %. Elle atteint même 14,3 % en Seine-et-Marne, soit autant qu'en France métropolitaine.

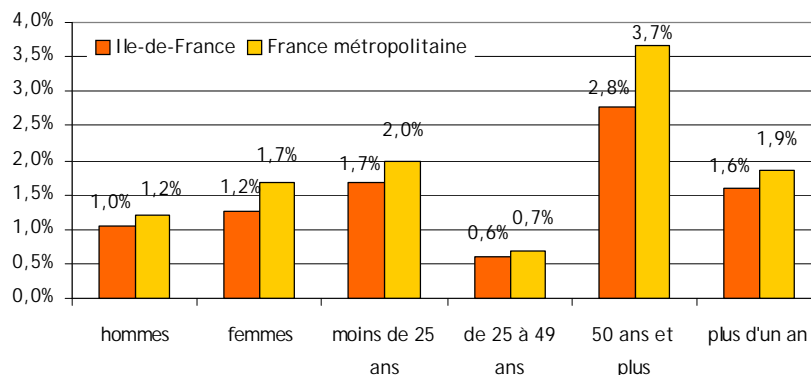
**y Un recul du nombre de demandeurs d'emploi cadres en un an**

En un an, le nombre de demandeurs d'emploi n'a diminué que pour les postes correspondant à un métier de cadre en Ile-de-France. Ils représentaient 20 % des inscrits à Pôle emploi fin juin 2011. Les cadres dirigeants, les ingénieurs de l'informatique et les cadres commerciaux et technico commerciaux sont ainsi moins nombreux. En revanche, le nombre de cadres administratifs a continué à augmenter.

Dans les autres catégories socioprofessionnelles, on observe toujours une croissance annuelle de la demande d'emploi. La hausse est la plus forte pour les employés de commerce et de services, catégorie la plus représentée en Ile-de-France. C'est notamment le cas des assistantes maternelles (+12,8 % en un an) et des agents de gardiennage et sécurité (+7,7 %).

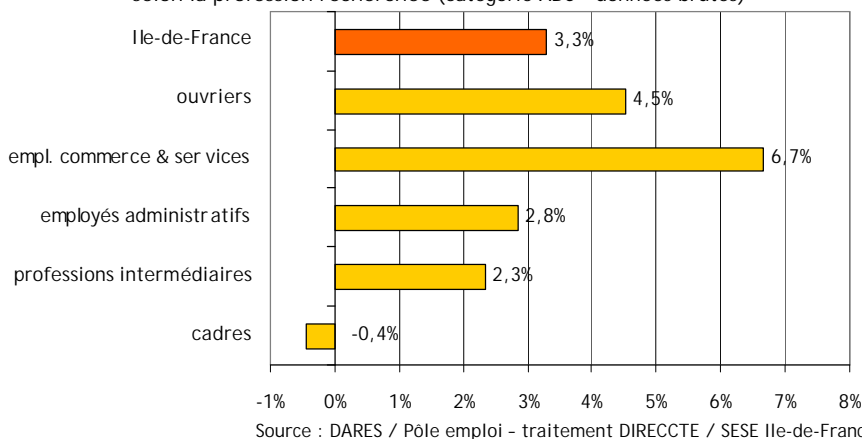
Le nombre d'ouvriers, qui représentent près de 22 % des demandeurs d'emploi franciliens, s'est

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France et en France métropolitaine au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, selon le sexe, l'âge et la durée d'inscription (catégorie ABC, données CVS)



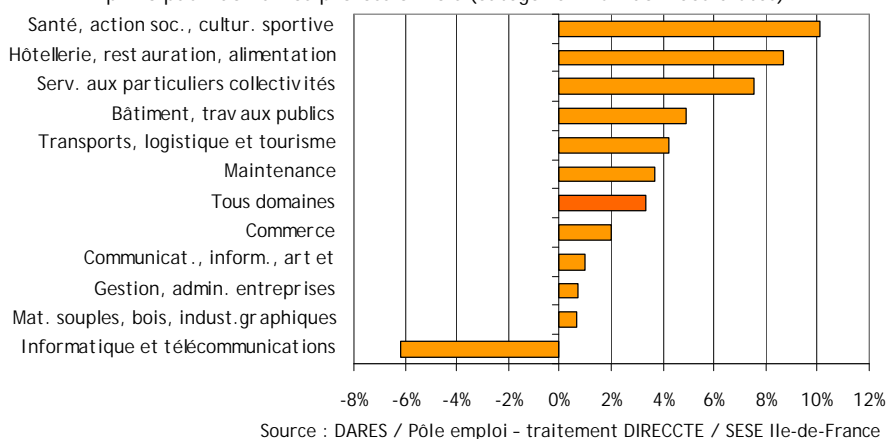
Source : DARES / Pôle emploi - calcul des CVS : DIRECCTE / SESE Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi entre juin 2010 et juin 2011 en Ile-de-France, selon la profession recherchée (catégorie ABC - données brutes)



Source : DARES / Pôle emploi - traitement DIRECCTE / SESE Ile-de-France

Evolution de la demande d'emploi en Ile-de-France entre juin 2010 et juin 2011, par principaux domaines professionnels (catégorie ABC - données brutes)



Source : DARES / Pôle emploi - traitement DIRECCTE / SESE Ile-de-France

également accru plus vite que la moyenne régionale.

**y Une hausse toujours forte dans la santé et action sociale**

Dans quelques domaines d'activité, la hausse annuelle du nombre d'inscrits à Pôle emploi ne s'est pas atténuée au cours des derniers mois. C'est le cas de la santé, action sociale, culturelle et sportive (35 000 demandeurs d'emploi en Ile-de-France), qui est toujours en augmentation de plus de 10 %. L'hôtellerie restauration et les services aux particu-

liers sont également en hausse prononcée.

A l'inverse, dans l'informatique et télécommunication, la décreue s'est poursuivie. Dans les domaines industriels, la hausse du nombre de demandeurs d'emploi est maintenant stoppée.

Trois domaines d'activité comptent plus de 100 000 inscrits en Ile-de-France : la gestion et administration des entreprises, les services aux particuliers et aux collectivités et la communication, information et spectacles.

y Une légère augmentation du taux de tension...

Au cours des mois d'avril à juin 2011, 69 nouvelles offres d'emploi ont été confiées à Pôle emploi pour 100 nouvelles inscriptions. Le taux de tension moyen, tous métiers confondus, s'établit donc à 0,69 au cours du deuxième trimestre. L'an passé à la même période, 66 offres étaient collectées pour 100 demandes d'emploi enregistrées.

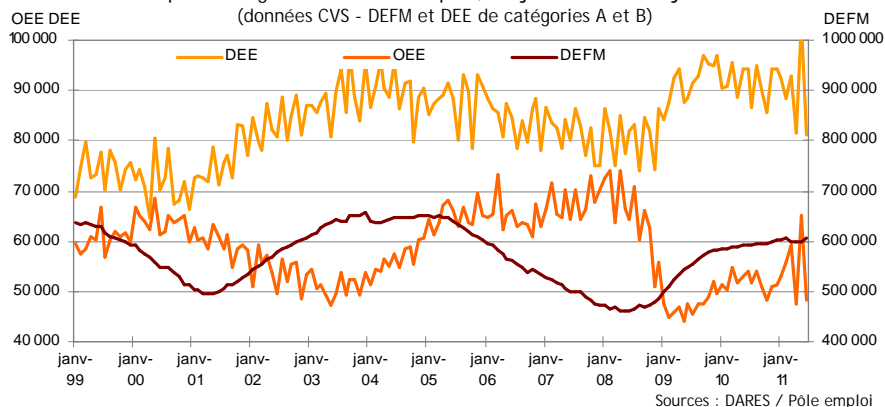
y ...portée par un flux d'inscriptions en baisse

La lente progression du ratio offres sur demandes observée depuis l'automne 2009 n'était soutenue que par la reprise des offres d'emploi, face à un flux d'inscriptions qui ne diminuait pas. Le premier trimestre 2011 avait marqué une rupture, puisque le resserrement des tensions s'expliquait par une hausse de l'offre et une légère baisse, simultanée, des inscriptions.

Le deuxième trimestre confirme cette évolution puisque 233 240 demandes d'emploi ont été enregistrées pendant cette période, soit une baisse de - 4,3 % par rapport au même trimestre de l'an passé.

Seules 160 400 offres d'emploi ont été enregistrées au cours du deuxième trimestre 2011, soit une progression quasi nulle (+ 0,3 %) par rapport au même trimestre de 2010. Cela explique que, malgré une diminution importante du flux de demandeurs, le taux de tension n'ait que très faiblement progressé.

Evolution comparée du stock de DEFM et des flux d'offres et de demandes d'emploi enregistrées à Pôle emploi, de janvier 1999 à juin 2011



y ...Des sorties moins rapides, mais plus durables

Face à une offre atone, les sorties de Pôle emploi sont moins rapides. Ainsi, le taux d'écoulement annuel de la demande d'emploi s'établit à 64,8 % à fin juin 2011. Sur 100 demandeurs inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours des douze derniers mois, 64,8 % ne sont donc plus inscrits à Pôle emploi. Or, le taux d'écoulement de la demande d'emploi s'établissait à 65,7 % l'an passé.

Les sorties de Pôle emploi sont certes moins rapides, mais elles semblent revêtir un caractère plus durable. Au deuxième trimestre 2011, 54,2 % des offres d'embauche collectées proposaient en effet un poste en CDI ou en CDD de plus de 6 mois, contre 50,8 % d'entre elles à la même période l'an passé. Cela explique, pour partie, le ralentissement des flux d'inscriptions.

y Des évolutions très contrastées par métier

Parmi les métiers pour lesquels les tensions sur le marché du travail sont d'ordre structurel, certains affichent une diminution importante des propositions de postes. Elles ont notamment baissé respectivement de - 42,2 % et de - 9,9 % chez les cuisiniers et les infirmiers/sages-femmes. Pour ces métiers, le taux de tension affiche donc un net desserrement au deuxième trimestre 2011, tout en demeurant supérieur à la moyenne.

A l'inverse, l'offre d'emploi progresse nettement pour quelques métiers de l'industrie, particulièrement dans la mécanique, la maintenance et le process. Elle est également en légère hausse pour les métiers du BTP, dont les taux de tension respectifs augmentent, même s'ils demeurent encore très éloignés des niveaux d'avant crise.

| Les principaux indicateurs de tension au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2011 en Ile-de-France - Zoom sur quelques métiers -<br>Sources : DARES/Pôle emploi/CREDOC FAP 87 | Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2010 (1) | Offres enregistrées sur demandes enregistrées entre avril et juin 2011 (1) | Part des CDI et CDD > à 6 mois dans les offres d'emploi enregistrées entre avril et juin 2011 (2) | Taux d'écoulement sur un an de la demande d'emploi, à fin juin 2011 (3) | DEFM de catégories A et B à fin juin 2011 | Evolution du stock de DEFM de catégories A et B entre juin 2010 et juin 2011 | Evolution des offres d'emploi enregistrées (2 <sup>ème</sup> trimestre 2011 / 2 <sup>ème</sup> trimestre 2010) | Taux de satisfaction des offres au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2011 (4) | Enquête Pôle emploi / BMO 2011 Part des recrutements envisagés jugés difficiles |
|--|--|--|---|---|---|--|--|--|---|
| Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment   | 0,45   | 0,46   | 50,5%   | 67,1%   | 4 894                                     | 3,2%   | 0,6%   | 79,6%  | 54,7%   |
| Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment   | 0,35   | 0,43   | 47,0%   | 66,1%   | 15 541                                    | 4,5%   | 16,6%  | 84,6%  | 57,5%   |
| TAM du bâtiment et des travaux publics   | 1,70   | 1,89   | 60,3%   | 65,8%   | 3 244                                     | 0,2%   | 2,6%   | 85,5%  | 50,1%   |
| Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique   | 0,59   | 1,00   | 46,1%   | 63,9%   | 1 103                                     | -10,5%   | 43,4%  | 87,3%  | 50,9%   |
| TAM de la maintenance  | 1,07   | 1,60   | 75,5%   | 66,7%   | 5 776                                     | 1,1%   | 38,3%  | 80,2%  | 42,7%   |
| Caissiers, employés de libre service   | 0,90   | 0,91   | 30,9%   | 68,1%   | 13 634                                    | 5,7%   | -1,1%  | 89,3%  | 9,0%  |
| Vendeurs   | 0,64   | 0,63   | 63,3%   | 67,7%   | 27 599                                    | 4,0%   | -3,6%  | 89,1%  | 32,3%   |
| Bouchers, charcutiers/traiteurs, boulangers/pâtisseries  | 0,74   | 0,93   | 86,9%   | 69,0%   | 2 848                                     | 3,5%   | 18,6%  | 82,0%  | 54,3%   |
| Cuisiniers   | 1,56   | 0,89   | 40,5%   | 66,4%   | 18 663                                    | 11,2%  | -42,2%   | 90,6%  | 61,7%   |
| Ingénieurs de l'informatique   | 0,72   | 0,76   | 95,2%   | 63,3%   | 6 768                                     | -6,4%  | -0,5%  | 77,3%  | 46,5%   |
| Aides-soignants  | 0,49   | 0,67   | 54,5%   | 70,9%   | 6 690                                     | 2,3%   | 33,5%  | 69,2%  | 45,7%   |
| Infirmiers, sages-femmes   | 2,39   | 2,07   | 82,4%   | 74,9%   | 1 131                                     | 11,4%  | -9,9%  | 80,1%  | 47,5%   |
| Ensemble des familles professionnelles   | 0,66   | 0,69   | 54,2%   | 64,8%   | 580 671                                   | 2,6%   | 0,3%   | 87,8%  | 35,3%   |

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,69 offre d'emploi enregistrée pour 1 demande au deuxième trimestre 2011, contre 0,66 au deuxième trimestre 2010.

(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.

(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de Pôle emploi. Exemple de lecture : 64,8 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi.

(4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché, parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne) et les offres d'emploi sorties du fichier de Pôle emploi.

### y Hausse de l'emploi salarié au 2<sup>ème</sup> trimestre...

D'après les estimations trimestrielles de l'Insee, l'Ile-de-France comptait 4 069 900 salariés dans les activités principalement marchandes (données corrigées des variations saisonnières) à la fin du deuxième trimestre 2011, soit +0,5% par rapport au trimestre précédent (+20 500 salariés).

En France métropolitaine, l'emploi salarié dans les activités marchandes a augmenté un peu plus lentement (+33 200 salariés, +0,2 %, chiffre provisoire susceptible d'être prochainement révisé).

La hausse de l'emploi salarié francilien au 2<sup>e</sup> trimestre porte la croissance annuelle à +1,4 %, soit 55 100 emplois supplémentaires dans la région. Une progression aussi forte n'avait plus été constatée depuis le 4<sup>e</sup> trimestre 2007. Cette reprise de l'emploi francilien est proche de celle observée en France métropolitaine (+1,2 %, soit 179 100 créations d'emplois salariés marchands en un an).

L'emploi salarié régional des secteurs marchands reste cependant inférieur à celui observé avant crise. Fin 2007, il dépassait en effet 4,1 millions d'emploi. Toutefois, le repli est plus modéré que dans le reste du pays.

### y ...uniquement dans le secteur tertiaire

Toutes les créations d'emploi sont dues au secteur tertiaire au deuxième trimestre 2011 en Ile-de-France. La hausse a été vive dans le commerce (+1,0 %, soit 6 700 créations d'emploi), mais ce sont les services qui contribuent le plus à la hausse régionale de l'emploi salarié (14 200 postes, soit +0,5 %). Parmi les composantes de ce secteur, l'informatique et communication a été encore très dynamique (+1,4 %), les activités spécialisées techniques et de soutien ont également créé de nombreux emplois. En revanche, l'intérim a fléchi au cours du trimestre, pour la première fois depuis plus de deux ans.

Dans la construction et l'industrie, l'emploi a été atone au cours du trimestre. On observe cependant une hausse sensible dans la fabrication de matériels de transports, qui compense le recul prononcé dans la chimie pharmacie.

| Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par secteur d'activité en Ile-de-France (données CVS) | Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2011 | Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2011) |              | Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2010) |              |
|---|---|---|--------------|---|--------------|
|   |   | Niveau  | %            | Niveau  | %            |
| <b>Industrie</b>  | <b>474 500</b>                          | <b>0</b>  | <b>0,0%</b>  | <b>-4 500</b>   | <b>-0,9%</b> |
| Denrées alimentaires  | 47 300                                  | 300   | 0,6%         | 400   | 0,9%         |
| Energie, raffinage  | 86 900                                  | 300   | 0,3%         | -200  | -0,2%        |
| Equip. électr. et électroniques   | 80 400                                  | -400  | -0,5%        | -2 100  | -2,5%        |
| Matériels transports  | 76 700                                  | 1 400   | 1,9%         | 2 200   | 3,0%         |
| Textile, chimie, pharmacie  | 183 200                                 | -1 600  | -0,9%        | -4 800  | -2,6%        |
| <b>Construction</b>   | <b>265 100</b>                          | <b>-300</b>   | <b>-0,1%</b> | <b>1 100</b>  | <b>0,4%</b>  |
| <b>Commerce</b>   | <b>691 800</b>                          | <b>6 700</b>  | <b>1,0%</b>  | <b>9 300</b>  | <b>1,4%</b>  |
| <b>Services marchands</b>   | <b>2 638 500</b>                        | <b>14 200</b>   | <b>0,5%</b>  | <b>49 300</b>   | <b>1,9%</b>  |
| Transports  | 362 600                                 | 2 300   | 0,6%         | 700   | 0,2%         |
| Hôtellerie, restauration  | 279 300                                 | 700   | 0,3%         | 6 200   | 2,3%         |
| Informatiques et communication  | 393 100                                 | 5 400   | 1,4%         | 12 700  | 3,3%         |
| Activités financières   | 339 500                                 | 1 600   | 0,5%         | 5 300   | 1,6%         |
| Activités immobilières  | 78 100                                  | 500   | 0,6%         | 1 500   | 2,0%         |
| Activités spécialisées, tech. et soutien  | 845 800                                 | 5 000   | 0,6%         | 15 500  | 1,9%         |
| Services à la personne  | 246 000                                 | 300   | 0,1%         | 5 600   | 2,3%         |
| Intérim   | 94 100                                  | -1 600  | -1,7%        | 1 800   | 2,0%         |
| <b>Ensemble des activités marchandes</b>  | <b>4 069 900</b>                        | <b>20 500</b>   | <b>0,5%</b>  | <b>55 100</b>   | <b>1,4%</b>  |

Source : Insee, estimations d'emplois

| Evolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS) | Nombre d'emplois au 2ème trimestre 2011 | Evolution trimestrielle (par rapport au 1er trimestre 2011) |             | Evolution annuelle (par rapport au 2ème trimestre 2010) |             |
|---|---|---|-------------|---|-------------|
|   |   | Niveau  | %           | Niveau  | %           |
| Paris   | 1 285 000                               | 8 500   | 0,7%        | 19 800  | 1,6%        |
| Seine-et-Marne  | 300 700                                 | 2 600   | 0,9%        | 5 900   | 2,0%        |
| Yvelines  | 371 500                                 | 0   | 0,0%        | 6 200   | 1,7%        |
| Essonne   | 297 900                                 | 700   | 0,2%        | 3 100   | 1,1%        |
| Hauts-de-Seine  | 811 700                                 | 2 200   | 0,3%        | 5 800   | 0,7%        |
| Seine-Saint-Denis   | 383 300                                 | 3 400   | 0,9%        | 5 100   | 1,3%        |
| Val-de-Marne  | 343 600                                 | 1 100   | 0,3%        | 900   | 0,3%        |
| Val-d'Oise  | 276 100                                 | 2 000   | 0,7%        | 8 300   | 3,1%        |
| <b>Ile-de-France</b>  | <b>4 069 900</b>                        | <b>20 500</b>   | <b>0,5%</b> | <b>55 100</b>   | <b>1,4%</b> |
| <b>France métropolitaine</b>  | <b>15 612 900</b>                       | <b>33 200</b>   | <b>0,2%</b> | <b>179 100</b>  | <b>1,2%</b> |

Source : Insee, estimations d'emplois

En rythme annuel, le commerce et la plupart des secteurs des services marchands ont enregistré des reprises sensibles de l'emploi salarié. Dans l'informatique et communication, il a crû de plus de 3 %, soit une hausse de 12 700 emplois. Mais c'est dans les activités spécialisées, techniques et de soutien, qui emploient près de 850 000 salariés dans la région, qu'ont été créés le plus de postes. La progression est faible dans la construction. Dans l'industrie, la nette reprise de l'emploi dans la construction de matériels de transports n'a pas suffi à stopper l'hémorragie d'emplois industriels.

### y De fortes différences entre départements

Selon les estimations de l'Insee, les évolutions départementales trimestrielles de l'emploi ont été contrastées dans la région. A des

hausse trimestrielles de près de 1 % en Seine-et-Marne et en Seine-Saint-Denis s'opposent une stabilité de l'emploi salarié dans les Yvelines et de faibles progressions en Essonne, Val-de-Marne et Hauts-de-Seine.

En un an, les variations de l'emploi sont également différentes selon les départements. Elles sont aussi le fruit des transferts d'établissements à l'intérieur de la région. Ainsi, le Val-d'Oise a enregistré une hausse annuelle de 3,1 %, soit l'une des plus fortes progressions départementales de France métropolitaine. A l'inverse, la reprise des créations d'emplois ne se manifeste que timidement dans le Val-de-Marne. De même, malgré une surreprésentation des emplois qualifiés, comme à Paris, les créations d'emplois sont bien moindres dans les Hauts-de-Seine que dans la capitale régionale.

**y** *l'intérim se stabilise en Ile-de-France...*

Au cours du deuxième trimestre 2011, 872 000 contrats d'intérim ont été conclus dans les établissements franciliens, soit une moyenne journalière de près de 103 000 emplois équivalents temps plein (EETP - données brutes).

L'utilisation de l'intérim est en très légère baisse ce trimestre : -0,7 % contre +3,8 % au premier trimestre 2011, en moyenne trimestrielle et en données corrigées des variations saisonnières (CVS). Dans le même temps, l'emploi salarié marchand augmente légèrement, +0,5 % selon l'INSEE.

En un an, la progression annuelle de l'activité intérimaire reste assez forte : le nombre de missions a augmenté de 7,6 % et le nombre moyen d'intérimaires de 4,3 %. Mais au niveau national, les hausses sont nettement plus accentuées (respectivement 8,6 % et 11,5 %).

**y** *... des hausses annuelles encore marquées dans certains secteurs industriels*

L'industrie enregistre la plus forte hausse annuelle de l'emploi intérimaire : +9,7 % entre le 2<sup>ème</sup> trimestre 2011 et le 2<sup>ème</sup> trimestre 2010, notamment dans la métallurgie (+46,7 %) et dans les industries plastiques (+19,2 %).

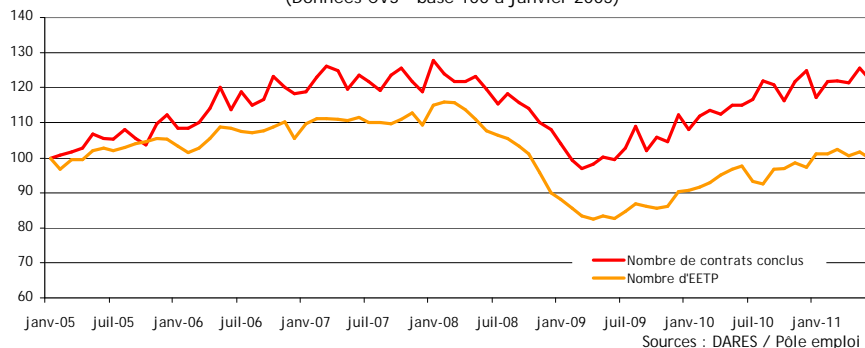
Dans la fabrication de matériels de transport (dont l'automobile), le nombre d'intérimaires augmente aussi beaucoup sur un an (+21,9 %), malgré un net repli au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011 : -9,7 % (données CVS). A l'inverse, l'intérim recule dans l'agro-alimentaire et l'industrie pharmaceutique : respectivement -7,9 % et -2,0 % en un an.

Le BTP, premier secteur utilisateur de l'intérim, est stable sur un an (+0,0 %), avec une baisse sur le dernier trimestre (-2,9 % par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2011).

Dans les activités tertiaires, où travaillent plus de six intérimaires sur dix, on observe également un ralentissement. Alors que la hausse annuelle avait été de +12,8 % fin 2010, elle atteint seulement +3,4 % ce trimestre.

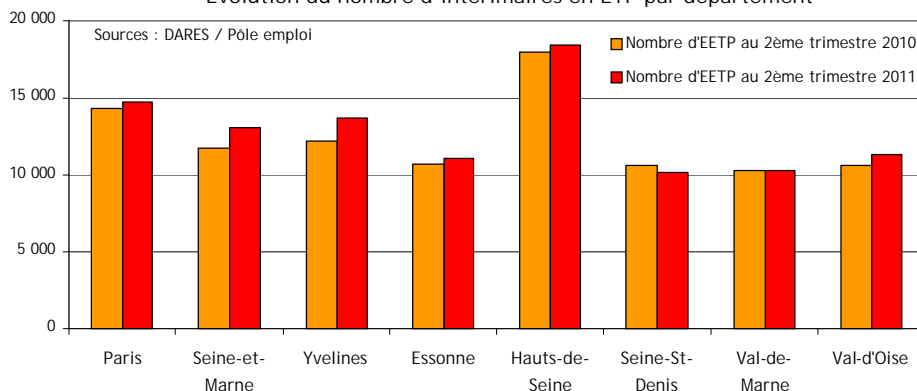
Parmi les principaux secteurs utilisateurs du tertiaire, on observe

Evolution du nombre de contrats conclus et d'EETP (Données CVS - base 100 à janvier 2005)



| Les secteurs les plus utilisateurs de l'intérim au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2011 | Nombre de contrats conclus | Evolution du nombre de contrats par rapport au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2010 | Nombre d'EETP  | Evolution du nombre d'EETP par rapport au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2010 | Durée moyenne des missions (en jour) | Taux de recours en 2010 |
|--|----------------------------|--|----------------|---|--------------------------------------|-------------------------|
| Sources : DARES / Pôle emploi  |                            |  |                |   |                                      |                         |
| Construction   | 71 352                     | 5,0%   | 17 296         | 0,0%  | 15,5                                 | 5,7%                    |
| Transports et entreposage  | 162 003                    | 8,9%   | 14 566         | 6,6%  | 5,7                                  | 6,5%                    |
| Commerce de gros hors automobile   | 50 161                     | -1,8%  | 7 310          | 0,5%  | 9,4                                  | 2,6%                    |
| Activités de services adm. et de soutien   | 68 895                     | 4,1%   | 6 435          | -2,9%   | 6,0                                  | 1,3%                    |
| Activités juridiques, de conseil et d'ing.   | 48 842                     | 22,7%  | 5 701          | 11,5%   | 7,0                                  | 1,4%                    |
| Fabrication de matériels de transport  | 9 853                      | 21,4%  | 5 383          | 21,9%   | 29,1                                 | 5,8%                    |
| Activités financières et d'assurance   | 15 397                     | 3,4%   | 5 193          | 0,8%  | 21,3                                 | 1,7%                    |
| Hébergement et restauration  | 112 736                    | 8,4%   | 4 041          | 1,1%  | 2,4                                  | 1,4%                    |
| Commerce de détail hors automobile   | 53 180                     | 12,7%  | 3 547          | 2,8%  | 4,3                                  | 1,1%                    |
| Prod. et distri. d'eau, gestion des déchets  | 29 806                     | 7,3%   | 2 752          | 3,6%  | 5,8                                  | 8,8%                    |
| Industrie plastiques, prod. non minéraux   | 15 382                     | 19,7%  | 2 349          | 19,2%   | 9,5                                  | 8,3%                    |
| Industries agro-alimentaires   | 28 409                     | -8,0%  | 2 298          | -7,9%   | 5,1                                  | 4,9%                    |
| Métallurgie  | 9 151                      | 35,5%  | 2 151          | 46,7%   | 14,1                                 | 4,8%                    |
| Industrie chimique   | 13 258                     | 3,9%   | 1 792          | 10,9%   | 8,0                                  | 5,2%                    |
| Activités pour la santé humaine  | 38 746                     | 12,8%  | 1 114          | 4,6%  | 1,9                                  | 1,1%                    |
| Industrie pharmaceutique   | 3 208                      | -6,6%  | 931            | -2,0%   | 18,6                                 | 3,8%                    |
| Autre secteurs   | 142 075                    | 5,8%   | 19 809         | 2,9%  | 9,4                                  | 1,6%                    |
| <b>Ile-de-France</b>   | <b>872 454</b>             | <b>7,6%</b>  | <b>102 667</b> | <b>4,3%</b>   | <b>7,4</b>                           | <b>2,4%</b>             |

Evolution du nombre d'intérimaires en ETP par département



des hausses annuelles dans les activités juridiques et le transport/entreposage, une stabilité dans les activités financières et le commerce de gros, et une baisse dans les activités de services administratifs et de soutien.

**y** *Une progression annuelle moins rapide pour les plus jeunes*

Le nombre d'intérimaires âgés de moins de 25 ans, qui représentent 20 % des intérimaires franciliens, augmente de 3,1 % en un an, contre +4,3 % pour l'ensemble des classes d'âge. La hausse est la plus forte pour les plus de 45 ans (+8,8 %).

**y** *Des hausses annuelles dans la plupart des départements*

En rythme annuel, seule la Seine-St-Denis enregistre une baisse du nombre d'emplois en équivalent temps plein : -4,5 %.

Mais, sur le dernier trimestre, les évolutions sont très différentes. En données corrigées des variations saisonnières, on observe une baisse dans tous les départements hormis en Seine-Saint-Denis (+0,5% en EETP).

Ces baisses s'échelonnent entre -3,0 % dans les Yvelines et -0,1 % en Seine-et-Marne.

**y Toujours peu d'autorisations dans la filière automobile**

Au deuxième trimestre 2011, 745 000 heures d'activité partielle ont été accordées par les unités territoriales de la Direccte aux établissements franciliens, au titre d'une conjoncture économique défavorable. Bien qu'en augmentation par rapport aux trois premiers mois de l'année 2011, ce volume est toujours très éloigné de ceux autorisés au plus fort de la crise.

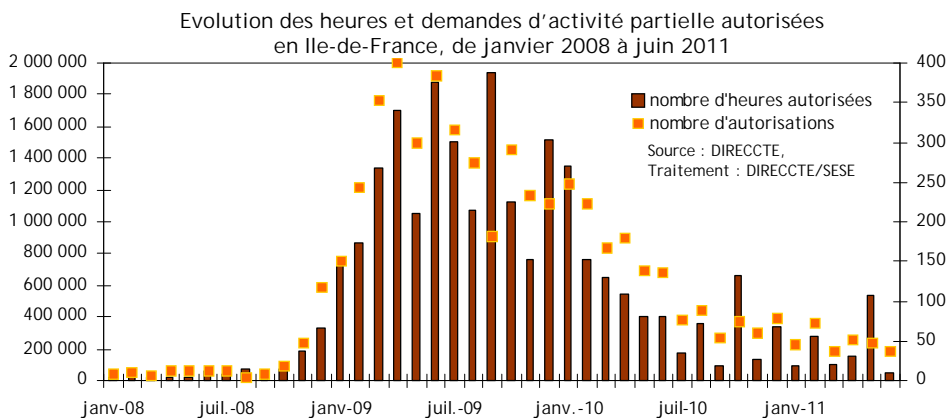
La moindre sollicitation de l'activité partielle au cours du premier trimestre 2011 s'expliquait essentiellement par le très faible volume d'heures autorisées à être chômées dans les établissements franciliens dont l'activité est liée à la construction automobile.

Il en est de même au deuxième trimestre 2011. Aucune heure n'a en effet été sollicitée par les constructeurs ce trimestre, seulement 115 000 heures ont été autorisées dans la métallurgie, la majorité pour des établissements non sous-traitants de l'automobile, et moins de 2 000 heures ont été autorisées pour des cabinets d'ingénierie /études techniques dédiées. Seul, un fabricant de sièges automobiles implanté dans le Val-d'Oise s'est vu accorder 10 000 heures d'activité partielle.

**y Une diversité des secteurs sollicitant cette mesure...**

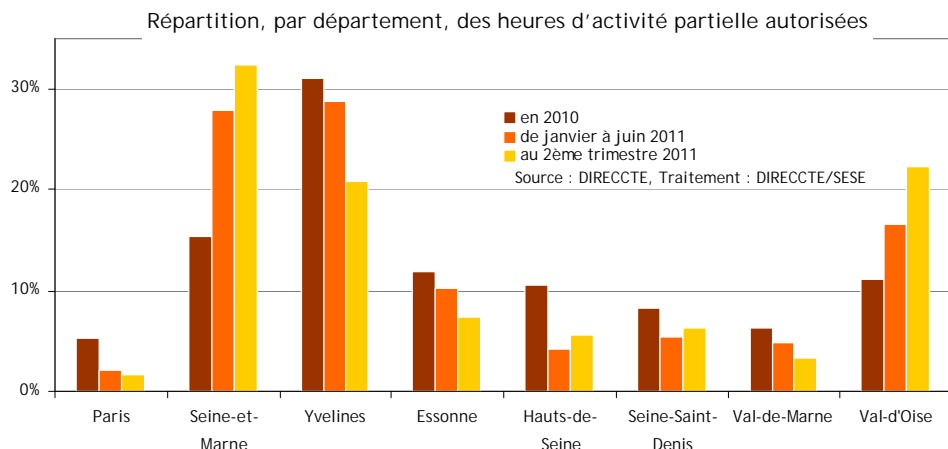
Près d'une heure d'activité partielle sur quatre accordée au deuxième trimestre 2011 a bénéficié aux établissements franciliens répertoriés dans la nomenclature des activités sous l'appellation "autres industries manufacturières". L'importante sollicitation de cette mesure par ce secteur d'activité s'explique principalement par les trois mois d'activité partielle à mi-temps accordés pour les 460 salariés d'un fabricant d'instruments de musique yvelinois, soit plus de 80 000 heures.

Avec 20 % des heures autorisées au deuxième trimestre 2011, la construction est le deuxième secteur d'activité ayant le plus sollicité cette mesure. Depuis la fin de l'année 2010, les demandes de recours à l'activité partielle sont en constante augmentation pour ce secteur d'activité. Elles



| Répartition, par secteur d'activité, des heures d'activité partielle autorisées...                | ... au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2011 | ... de janvier à juin 2011 | ... en 2010 |
|---|--|----------------------------|-------------|
| Autres industries manufacturières ; réparation et installation de machines et d'équipements       | 24,6%                                  | 18,7%                      | 7,0%        |
| Construction  | 19,3%                                  | 18,9%                      | 6,1%        |
| Métallurgie et fabrication de produits métalliques, à l'exception des machines et des équipements | 15,5%                                  | 22,9%                      | 26,5%       |
| Travail du bois, industries du papier et imprimerie   | 11,2%                                  | 8,5%                       | 4,8%        |
| Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles  | 6,2%                                   | 5,3%                       | 6,1%        |
| Transports et entreposage   | 4,0%                                   | 2,9%                       | 3,1%        |
| Hébergement et restauration   | 2,9%                                   | 2,9%                       | 1,1%        |
| Autres  | 16,2%                                  | 19,9%                      | 45,4%       |
| <b>Tous secteurs</b>  | <b>100%</b>                            | <b>100%</b>                | <b>100%</b> |

Source : DIRECCTE, Traitement : DIRECCTE/SESE



émanent quasi exclusivement d'établissements de travaux de construction spécialisée dans le second œuvre (isolation, peinture, installation d'équipements, revêtement et menuiserie). La plupart de ces établissements sont implantés en grande couronne francilienne, particulièrement en Seine-et-Marne et dans le Val-d'Oise.

Les autorisations de recours à l'activité partielle ont également progressé ce trimestre dans le "travail du bois, industries du papier et imprimerie", pour des établissements de la grande couronne francilienne. Elles s'expliquent par les difficultés rencontrées dans plusieurs établissements d'un fa-

briquant de cartons, ainsi que par de multiples autorisations accordées à des TPE/PME du secteur de l'imprimerie, de la pré-press, de la reliure et de la reproduction d'enregistrement vidéo.

**y ... pour des ouvriers**

Si elles sont toutes consommées, les heures autorisées au deuxième trimestre se traduiraient par une mise en chômage partiel de 1 800 salariés en Ile-de-France : 70,3 % occupent un poste dans l'industrie manufacturière, et 70,5 % sont ouvriers, de l'industrie majoritairement, mais également du transport, du commerce, de la construction et de la restauration.

## Les suppressions d'emploi envisagées dans les procédures de licenciement collectif ouvertes au deuxième trimestre 2011

### y Un nombre d'emplois menacés stabilisé

Les employeurs ont l'obligation de notifier aux unités territoriales de la Direccte toute procédure de licenciement d'au moins 10 salariés dans une même période de trente jours. D'avril à juin 2011, 134 procédures ont été ouvertes en Ile-de-France, menaçant ainsi 4 567 emplois franciliens, soit, comme au trimestre précédent, 1 emploi pour environ 1 000 salariés en poste.

Depuis l'été 2010, le nombre de procédures de licenciement collectif ouvertes chaque mois, ainsi que le nombre d'emplois régionaux qu'elles menacent, sont relativement stables en Ile-de-France. Chaque mois, environ 45 nouvelles procédures sont en effet notifiées, pour une moyenne de 1 500 postes visés.

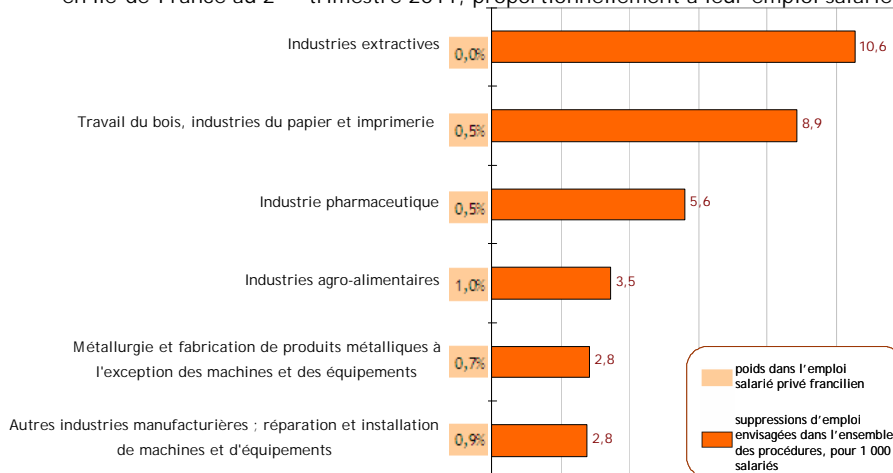
### y Une majorité d'emplois menacés dans le tertiaire ...

Même s'il concentre à nouveau le plus grand nombre d'emplois visés par les procédures ouvertes au deuxième trimestre 2011, le secteur du commerce est moins impacté qu'en moyenne régionale : 0,9 emploi menacé pour 1 000 salariés en poste dans ce secteur.

Deux secteurs tertiaires affichent en revanche un impact sur l'emploi nettement supérieur à la moyenne.

Les postes visés par les 17 procédures ouvertes ce trimestre par des établissements des transports et de l'entreposage sont en effet susceptibles de conduire à la suppression de 1,7 postes pour 1 000 salariés. Les activités de fret et de logistique alimentaire, implantées

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, proportionnellement à leur emploi salarié



Sources : DIRECCTE (procédures) et Urssaf (emploi salarié à fin mars 2011), Traitement : DIRECCTE/SESE

en grande couronne francilienne, sont particulièrement fragilisées ce trimestre.

Les procédures ouvertes au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011 ont également un impact plus important qu'en moyenne dans le secteur de l'édition /audiovisuel, avec 1,6 postes sur 1 000 menacés. Ces postes sont localisés dans les Hauts-de-Seine et à Paris. Ils concernent une grande diversité d'activités, de l'édition de revue, de jeux et de logiciel à la programmation radio et télévisuelle.

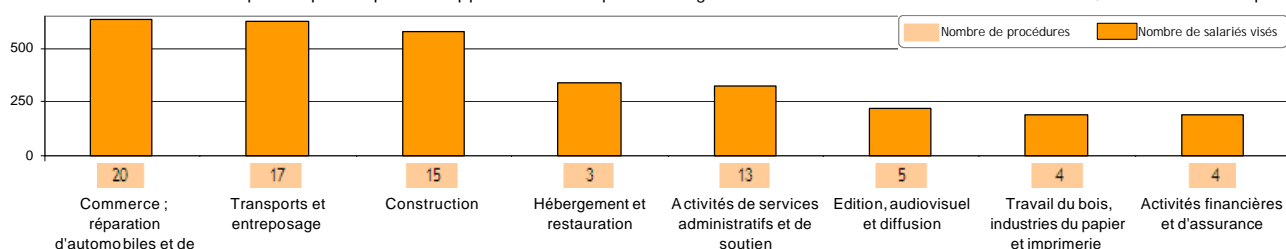
### y ... mais un impact plus fort dans le BTP et l'industrie

Fait nouveau, la construction est le premier secteur impacté ce trimestre. Les 15 procédures ouvertes par les établissements du secteur, des liquidations judiciaires pour l'essentiel, sont en effet susceptibles de conduire à la suppression de 2,2 emplois pour 1 000.

Les difficultés du secteur ont des répercussions chez les entreprises franciliennes de la sphère productive dont l'activité en est directement dépendante. Dans la fabrication de béton, de mortier et de structures métalliques, une centaine d'emplois supplémentaires fait ainsi l'objet d'une procédure collective au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011.

Avec, en moyenne, 2 postes sur 1 000 visés par une procédure collective notifiée ce trimestre, l'industrie francilienne demeure fortement concernée. Dans la sphère productive, l'imprimerie et l'agro-alimentaire sont tout particulièrement touchées (resp. 8,9 et 3,5 postes sur 1 000 visés). Il en est de même pour l'industrie pharmaceutique, avec 5,6 emplois pour 1 000 menacés. Plus de 150 emplois supplémentaires font l'objet d'une procédure de licenciement collectif ce trimestre, au sein de sièges, de centres de R&D et de laboratoires pharmaceutiques.

Les secteurs d'activité les plus impactés par les suppressions d'emploi envisagées en Ile-de-France au 2<sup>ème</sup> trimestre 2011, en nombre d'emplois



Source : DIRECCTE, Traitement : DIRECTE/SESE

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France  
19, rue Madeleine Vionnet - 93300 Aubervilliers - Tél. 01 70 96 13 00

Directeur de la publication : Lionel de Taillac

Réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation / [dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@direccte.gouv.fr)

Diffusion : Service communication et documentation

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877